

## AIDE-MÉMOIRE — Cheminements d'une demande d'Aide Médicale à Mourir (AMM)

	Mort Naturelle Raisonnablement Prévisible (MNRP)	Mort Naturelle <b>NON</b> Raisonnablement Prévisible (MNnRP)
<b>Signature de la demande</b>	Signature devant un seul témoin indépendant. Un membre de l'équipe soignante qui n'est pas le médecin qui administre ou donne le second avis peut agir à titre de témoin indépendant.	
<b>Délais</b>	Aucun délai obligatoire entre la demande d'AMM et son administration.	Délai minimal de <b>90 jours</b> entre la première évaluation et l'administration de l'AMM ou un délai plus court si la perte de capacité à consentir est jugée imminente par le médecin.
<b>Avis médicaux</b>	Obtenir l'avis d'un second médecin indépendant confirmant le respect de tous les critères.	Obtenir l'avis d'un second médecin. Obtenir un troisième avis dans le cas où ni le médecin qui administre ni le médecin donnant le second avis ne posséderait d'expertise relativement à la condition de la personne.
<b>Informations à l'utilisateur</b>	La personne a été informée qu'elle pouvait, en tout temps, retirer sa demande.	La personne a été informée qu'elle pouvait, en tout temps, retirer sa demande. La personne a été informée de tous les services à sa disposition pour soulager ses souffrances et a eu l'opportunité de consulter les professionnels qui offrent ces services. Les deux médecins ont discuté avec la personne des moyens raisonnables et disponibles pour soulager ses souffrances.
<b>Consentement final</b>	Donner à la personne l'occasion de retirer son consentement. S'assurer qu'elle consent toujours avant d'administrer l'AMM, à moins que la personne ait renoncé au consentement final.	Donner à la personne l'occasion de retirer son consentement. S'assurer qu'elle consent toujours avant d'administrer l'AMM.
<b>Renonciation au consentement final</b>	Permis uniquement si la mort naturelle est raisonnablement prévisible et que : <ul style="list-style-type: none"> <li>• La demande d'AMM a été évaluée et approuvée ;</li> <li>• Le médecin a informé la personne du risque de perdre sa capacité à donner un consentement final ;</li> <li>• Un accord par écrit a été complété entre le médecin et la personne alors que cette dernière est apte, dans les 90 jours précédant l'administration, en vertu duquel la personne consent à l'avance à recevoir l'AMM lorsqu'elle aura perdu sa capacité à consentir, et ce, à la date choisie dans l'accord ou à une date antérieure.</li> </ul>	Aucune possibilité de renoncer au consentement final.
Les personnes dont la seule condition médicale invoquée est la maladie mentale et qui répondent aux autres critères d'admissibilité ne sont pas admissibles à l'AMM avant mars 2027.		